

le défi pluriculturel : repolitiser les questions ethno- raciales et sociales

manuel boucher

► Nous rentrons dans l'ère des identités. J'ai une position alternative par rapport à la plupart des chercheurs qui travaillent sur cette problématique, notamment qui travaillent sur l'articulation entre les questions sociales, culturelles et politiques. Depuis plusieurs années, j'ai entrepris une réflexion sur la question des turbulences, plus spécifiquement des désordres urbains. Il s'agit d'intégrer les éléments de mutation de nos sociétés post-industrielles, en sortant d'une posture idéologique ou purement médiatico-politique. Cela m'a amené à proposer d'articuler cinq paradigmes essentiels.

Le paradigme de l'ethnicité, qui a très peu été pensé en France, traditionnellement assimilationniste.

Le paradigme du risque, concernant la décomposition récente des rapports sociaux et de l'organisation sociale dans la nouvelle société du risque, par rapport à l'ancienne solidarité organique qui institutionnalisait la sécurité collective (sécurité sociale, retraites...) ...et donc le retour - à l'ère de la mondialisation - de l'incertitude de l'existence qui était posée avant l'organisation de la protection sociale par les sociétés modernes occidentales.

Deux autres paradigmes que sont le conflit et la violence, à l'échelle nationale et internationale. Parce que le conflit ne se joue plus sur un terrain politique, apparaissent de nouvelles formes radicales de violence. Enfin, le paradigme du contrôle social, avec une réorganisation des processus de contrôle qui n'est plus seulement lié à des agents spécialisés de la socialisation (famille, école, police...) mais à d'autres types d'acteurs plus adaptés à une société hyper-individualiste, atomisée, ancrée dans le néo-libéralisme.

Pour comprendre les désordres et les turbulences aujourd'hui, s'appuyer sur la complexité de ces cinq paradigmes est indispensable.

■ Il existe une radicalisation du processus de modernité : individualisation et désinstitutionnalisation des systèmes de régulation. L'identité dans ce contexte est un moyen de se recomposer en tant que sujet. Dans un monde de plus en plus complexe, mon identité permet de me reconstruire comme un acteur et non seulement comme un agent. Comme le souligne Michel Wieviorka, c'est un point très important. Il s'agit d'exister dans une société qui a tendance à broyer les individus. C'est dans ce cadre qu'intervient la question de la différence culturelle, qui a longtemps été niée en France, au nom de l'intérêt d'une république qui écrasait ces différences. Écrasement autant par les acteurs d'état, mais aussi par la classe ouvrière qui avait des valeurs méta-sociales, non pas identitaires, mais en rapport à des croyances politiques fortes. Tout cela s'écroulant, une place importante a pu être donnée à la reconnaissance, ou du moins à l'affirmation des identités.


▶ Certes il y a un risque d'instrumentalisation. Mais avant de voir la revendication identitaire comme une réaction conservatrice, je tiens à la voir d'abord comme une capacité à sortir la tête de l'eau, à sauver sa peau à une période et dans un contexte où les singularités sont souvent négligées, puis à pouvoir agir dans la complexité en se construisant une identité revendiquée. Je maintiens que cela constitue un aspect important. Ceci étant dit, nous sommes dans des logiques d'actions en tension permanente. On peut constater qu'en poussant la revendication identitaire, il devient possible de basculer dans une forme de totalitarisme ou de conservatisme, où d'un côté sont mises en avant des identités meurtrières, et où de l'autre, les identités sont utilisées pour garantir un ordre établi. En ce sens, j'oppose le contrôle social à la régulation, principalement dans les zones dites difficiles, en fait des territoires urbains paupérisés. Les agents de contrôle social se sont complexifiés (différentes sortes de police, assistance d'états sous de nombreuses formes dont celle des associations dépendantes parce que financées par les pouvoirs publics). Au nom de la pacification sociale, ces agents utilisent les questions identitaires d'ordre linguistique, religieux ou racial, pour recomposer du contrôle social. Ainsi garantissent-ils l'ordre public pour respecter une morale limitant le sens critique et l'émancipation des personnes. Parlant de la France, qui est désormais une société visiblement et clairement poly-ethnique, c'est-à-dire construite à travers une multiplicité d'histoires individuelles et collectives : plutôt que de recomposer une société politique en tenant compte de cet aspect pluriculturel, on produit une société de plus en

plus inégalitaire mais où les revendications identitaires sont en concurrence. La caricature de ce phénomène est le conflit médiatico-politique sur le voile. Dans ce cas, l'islam n'est plus directement rattaché à des pratiques religieuses associées à des croyances d'ordre spirituel, mais est utilisé pour pacifier des individus devant se conformer aux règles dictées par une « communauté », souvent mythifiée par ailleurs.

II Aujourd'hui (5 octobre 2007), à Paris, il y a une conférence sur les statistiques de la diversité, organisée par le CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires). À travers cette conférence et le lobby que constitue le CRAN, on est clairement face à l'émergence d'une *black bourgeoisie* à la française. Une bourgeoisie noire qui ne revendique pas une confrontation politique dans un rapport de force entre les dominants et les dominés, mais revendique des places pour l'élite qu'elle représente. Voici la constitution d'une bourgeoisie ethnique, qui souhaite non pas transformer la société pour plus d'égalité pour tous, mais qui demande aux bourgeois dominants et majoritaires de leur laisser une place qui correspondrait au pourcentage que leur « communauté » représenterait dans la société. En échange de « places », il s'agit ainsi de participer à la pacification des nouvelles classes dangereuses. Au nom des intérêts communs des bourgeoisies, il s'agit de pacifier la masse des acteurs appartenant aux classes populaires. Prises dans l'ethnisation de la société, ces classes populaires, largement dépolitisées, se retrouvent à voter dans certaines élections pour des individus parce qu'ils leurs ressemblent physiquement, parce qu'ils sont noirs ou arabes, alors qu'ils ne sont que les représentants de la *black bourgeoisie* ou de la *bourgeoisie*, qui ont fait un pacte avec la bourgeoisie majoritaire.

II Sans revenir sur les mutations profondes de nos sociétés, et notamment de la société française, il convient de souligner ceci : on a dépolitisé la question de l'identité, du racisme et de l'ethnicité. C'est cela qui m'apparaît le plus important. Dans les années 90, pour résumer, il apparaissait encore clairement des oppositions entre différents types de modèles de société : vous aviez les intégrationnistes, les assimilationnistes, les communautaristes, les multiculturalistes. La France était traditionnellement une société assimilationniste. Comme avec les Bretons ou les Occitans, avant de parler des ex-colonisés, il s'agissait qu'à terme, les individus deviennent tous malgré leurs différences des citoyens de la République Française, une et indivisible. Malgré les critiques marxistes, qui soulignaient le risque de nier les intérêts de classe antagonistes au sein de la République bourgeoise, l'ensemble des acteurs sociaux étaient motivés par l'idée de construire une société poli-

tique. Or, je crois, qu'on a dépassé aujourd'hui cette dynamique, et malgré les discours incantatoires sur l'idée qu'il faille continuer à construire une République laïque, dans la réalité, nous ne vivons pas un *aggiornamento* de la République donnant plus de place à la reconnaissance de la différence culturelle, mais nous constatons un accommodement d'une forme de multiculturalisme qui permet à des «leaders» communautaires de pacifier une société inégalitaire. Nous voici face à une société dépolitisée qui va s'organiser autour d'un partage du pouvoir avec ceux qui peuvent se compter. D'où les statistiques de la diversité ethnique, qui intègrent dans la comptabilité des données ethno-culturelles et raciales. Le risque, notamment pour accéder à un poste ou à un statut mais aussi pour combler le déficit de citoyenneté républicaine (liberté, égalité, fraternité, laïcité), est que beaucoup de personnes associées à une «minorité» soient obligées de s'inscrire dans une «communauté» particulière même lorsque celle-ci est fictive. Paradoxalement, les actions dites de «discrimination positive» de type ethnique peuvent ainsi masquer les enjeux politiques de la «discrimination négative» vécue par de nombreuses personnes d'origine étrangère - ou perçues comme telles -, ainsi que par les habitants des «zones urbaines sensibles». Nous copions en France ces modèles anglo-saxons multiculturalistes, mis en cause pourtant dans ces pays, afin de s'accommoder des inégalités, tout en garantissant une paix sociale éphémère en projetant sur le devant de la scène quelques exemples d'intégration. Il s'agit de donner des droits culturels, s'ils ne s'opposent pas aux droits de l'homme, à des individus citoyens, pas à des «représentants» communautaires. En réalité, nous passons d'une société d'intégration à une société de ségrégation. Nous sommes entrés dans un processus mortifère d'ethnisation et de racisation, par la dépolitisation. L'enjeu central pour moi n'est certainement pas de mépriser des revendications identitaires et culturelles légitimes dans une société complexe et hyper-moderne, c'est aussi et surtout de rendre visible les rapports de classe qui sont toujours extrêmement puissants, mais qui sont cachés volontairement. Le rapport de «race», de plus en plus souvent mis en exergue, ne devrait pas servir à euphémiser les rapports de classe en œuvre dans la société contemporaine. La lutte contre les inégalités racistes devrait aussi s'articuler avec les combats politiques contre les injustices sociales. C'est pourquoi je parle de repolitiser le combat contre le racisme et les discriminations ethniques et de reconflitualiser l'espace de la régulation sociale.

 Dans un contexte post-national dirait le sociologue britannique Zygmunt Bauman, le Ministère de l'Identité Nationale, d'un côté, est fait pour réguler l'immigration au sein d'une vision utilitariste. Comme souvent, l'immigration doit s'adapter aux besoins de l'économie.

Aujourd'hui, il s'agit notamment de stopper l'immigration de travail bassement qualifiée et de limiter le regroupement familial. De l'autre, ce ministère est aussi une réponse populiste venant pallier une augmentation du sentiment d'insécurité des classes populaires dépolitisées, qui ont moins de capacité d'action politique et de sens commun critique, ce qui est favorable au développement de logiques xénophobe et à la désignation de boucs émissaires. On désigne les «bons immigrés» et les «mauvais immigrés», à l'instar de la désignation des «bons pauvres» et des «mauvais pauvres». Plutôt que de penser la question des inégalités en recomposant de l'action collective pour une société plus juste, finalement, on utilise l'identité pour cacher les rapports sociaux inégalitaires. Ainsi les classes populaires mettent en cause non plus un système politique et social, mais leurs voisins dans la précarité, accusés de plomber la société en profitant de l'assistance. À tous les niveaux, il y a une intériorisation des individus que la société de ségrégation est inévitable. À travers cette conscience malheureuse, où celui qui ne réussit pas se sent coupable de ne pas avoir fait ce qu'il fallait, on ne pense même plus à la possibilité de construire une alternative. La gauche de gouvernement, par exemple, ne se bat plus dans une confrontation avec les dominants, mais sur des valeurs de libertés individuelles et de mœurs. On défend des libertés - droit des homosexuels, droit des femmes, droit des minorités -, ce qui est nécessaire, mais en oubliant la confrontation sociale et politique pour construire un autre modèle de société relié à des valeurs de solidarité collective et de justice sociale, en rupture avec les valeurs de la société néo-libérale, notamment la concurrence de chacun contre chacun et l'affirmation de l'égoïsme (être solidaire si je veux!). Aussi les capacités d'organisation collective sont-elles polluées par la racisation et l'ethnisation des rapports sociaux, éloignant une recomposition du méta-social sur des bases politiques, non plus à l'échelle nationale, mais à l'échelle *global*, locale et internationale. Je ne veux pas laisser penser par mes propos que je nie l'importance dans la société actuelle de la différence culturelle et de sa reconnaissance. Pour autant il ne s'agit pas qu'elle masque une urgente recomposition de la capacité d'action collective des classes populaires et de leurs représentants, au-delà de leurs différences ethno- raciales, à co-produire la reconflictualisation d'une société solidaire et antiraciste.

Texte établi à partir d'un entretien réalisé le 5 octobre 2007 à Paris par Arnaud Zohou, transcrit le 20 octobre, relu et corrigé par Manuel Boucher le 22 octobre.